La Commune

Eclaircir l'horizon

Chronique d'une fin de régime

Agissant en éclaireur de Jacques Chirac, Alain Juppé a dressé un véritable constat de désaccords. Il s'agit plus que de simples divergences, même s'il a beau dire qu'il n'a *" aucun problème avec Nicolas Sarkozy "*. Il a publiquement affiché les profondes différences qui l'opposent au ministre de l'Intérieur. Sur la question du voile islamique et de l'opportunité d'une loi interdisant les " signes ostentatoires " à l'école comme sur le thème de la " discrimination positive " ou sur la proposition de M. Sarkozy souhaitant limiter à deux le nombre de mandats présidentiels, le président de l'UMP s'est appliqué à afficher son opposition au numéro deux du gouvernement.

Feu sur Nicolas

C'est ensuite Jean-Pierre Raffarin qui a exprimé ses réticences à l'égard de la politique de " discrimination positive " prônée par son ministre de l'Intérieur pour favoriser l'intégration des Français issus de l'immigration.
Depuis Tunis, le président de la République - qui dialoguait vendredi 5 décembre avec une centaine d'élèves du lycée franco-tunisien Pierre Mendès-France sur les thèmes de *" la tolérance, le respect de l'autre, la laïcité "* - a sèchement récusé l'idée même que l'on puisse nommer les gens *" en fonction de leur origine "*. Sans le nommer autrement que par son titre, *" notre ministre de l'Intérieur "*, Jacques Chirac a ainsi envoyé un message d'avertissement à Nicolas Sarkozy. Pour tout ce qui relève de la cohésion nationale, sur la laïcité, sur le voile, sur l'immigration, sur l'intégration, le président de la République a réaffirmé sa primauté dans le cadre des institutions de la Ve République, indiquant ainsi qu'il est le chef et qu'en conséquence, c'est lui qui donne le " la ", dans ce domaine comme dans tous les autres. Alors que la commission Stasi devait présenter ses conclusions jeudi 11 décembre, il a manifesté son rejet des signes ostentatoires religieux : *" Je considère que, les Français étant ce qu'ils sont, le port du voile est une sorte d'agression qu'il leur est difficile d'accepter. "* On n'est pas loin *" du bruit et de l'odeur "* de fameuse mémoire.

Tir de barrage

l'idée de Nicolas Sarkozy enterrée par le président de la République, il restait à François Fillon, profondément *" choqué "* de voir ouverte dès à présent la compétition présidentielle de 2007, d'enfoncer le clou, jugeant la discrimination positive *" techniquement, juridiquement et politiquement inconcevable "* ; le ministre des Affaires sociales a annoncé une loi *" avant l'été "* qui privilégierait l'*" appui au mérite "*. Philippe Douste-Blazy n'a pas manqué d'apporter sa contribution au débat en plaidant, sur *France 2*, une *" équité positive "*, soulignant que l'on *" ne peut pas dire : "on va nommer un préfet parce qu'il est musulman", ce n'est pas possible. "*
Au coeur du débat sur l'intégration, il semble donc qu'il y ait au moins un exclu : le ministre de l'Intérieur. Depuis sa nomination à ce ministère, Nicolas Sarkozy paraissait intouchable, champion des sondages, infatigable ministre, il était partout et parfois même là où on ne l'attendait pas, surtout pas certains de ses collègues du gouvernement. Mais nul ne se risquait à s'en offusquer. Jusqu'à ses déclarations sur la nécessité de limiter le nombre de mandats présidentiels et ses aveux concernant l'élection présidentielle de 2007 à laquelle il *" pense et pas seulement quand* [il] *se rase "*, ce qui lui a valu la réplique ironique du bon élève François Fillon : *" En me rasant le matin, en travaillant et en me couchant le soir, je ne pense qu'à une seule chose, aux réformes dont j'ai la responsabilité. "*
Alors qu'un sondage révèle que près de 52 % des Français pourraient voter pour lui s'il était candidat, Nicolas Sarkozy a provoqué, en dévoilant son ambition présidentielle, un véritable tir de barrage.

Toujours les îles

Les électeurs antillais ont voté " non " à 61,4 % (l'abstention et les votes nuls représentent 55,5 % des électeurs inscrits) au référendum du 7 décembre sur la mise en place d'une collectivité territoriale unique. Le gouvernement avait pris soin de ne donner aucune consigne de vote, à la différence de ce qu'il avait fait lors du référendum organisé le 6 juillet en Corse. Mais il ne peut être totalement étranger aux résultats, d'autant que la majorité des responsables locaux de l'UMP, avec à leur tête la sénatrice Lucette Michaux-Chevry, présidente du Conseil régional, s'est bel et bien engagée en faveur de la réforme institutionnelle. Il s'agit bien là d'une nouvelle défaite de la politique de décentralisation de Jean-Pierre Raffarin.
Dans cette situation, la question d'un " remaniement " est à l'ordre du jour. Il a été évoqué les 6 et 7 décembre à l'Elysée sans que rien soit décidé pour cause de proximité des élections régionales et cantonales du mois de mars et européennes du mois de juin.

Une droite divisée

En inaugurant, dimanche 21 décembre, le tramway de Bordeaux, le président de la République n'est pas seulement venu apporter son soutien au maire de la ville, Alain Juppé, mais il a aussi donné le coup d'envoi symbolique de la campagne pour les élections régionales. A quarante jours de l'issue du procès des emplois fictifs du RPR, où se joue l'avenir politique du président de l'UMP, Jacques Chirac venait marquer son affection à celui qui reste son candidat pour l'élection présidentielle de 2007. En attendant ce futur, si loin, si proche, Alain Juppé pourrait trouver face à lui en Gironde François Bayrou qui se propose d'être tête de liste de l'UDF aux élections régionales. Le Béarnais a reçu le soutien sans faille de son Conseil national par 1 500 " oui ", 2 " non " et 5 abstentions afin de dissiper, à l'occasion des prochaines élections, " le malentendu de 2002 ". Peut-on exister au centre aujourd'hui, coincé entre le PS et l'UMP ? Après Jean Lecanuet et Valéry Giscard d'Estaing, François Bayrou, patron de l'UDF, veut encore y croire : *" Je ne cherche pas à être à droite ou à gauche, mais à être juste "*, insistait-il à *Cent minutes pour convaincre*. Comment prétendre que *" l'UDF refuse de signer un chèque en blanc "* à l'UMP, ce *" parti qui a tous les pouvoirs en main "*, tout en votant ses textes à l'Assemblée ? A force de se clamer autonome tout en restant dans la majorité, la contorsion finit par

produire une inévitable fracture. François Bayrou a une ambition et il ne s'en cache pas : *" J'ai une prédestination, celle de ne jamais céder. Est-ce que cela qualifie pour la fonction présidentielle ? Aux Français de répondre. "* Sur cet objectif, il n'est pas le seul.

Une gauche en morceaux

Un an et demi après son double échec aux élections législatives et présidentielle et à trois mois du renouvellement de la moitié des conseils généraux, la gauche n'a pas réussi à inverser la tendance dans les départements. Le bilan des trente cantonales partielles organisées depuis le début de 2003 traduit une grande stabilité de l'électorat. Même si la forte abstention (souvent supérieure à 50 %) enregistrée lors de ces scrutins et le contexte local ne permettent pas de tirer des enseignements définitifs, ni le PS, ni le PCF, ni les Verts n'ont su tirer bénéfice du désenchantement suscité dans l'opinion par les dix-neuf premiers mois du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin.
Il y a eu l'" union de la gauche " des années 70, l'écrasante hégémonie socialiste des années 80 et enfin la " gauche plurielle " des années 90, décédée en avril 2002. A l'approche des élections régionales de mars 2004 et au gré des multiples réunions qui préparent ce scrutin, la gauche est en miettes.
Il y a peu encore, la direction des Verts était déterminée à présenter des listes autonomes, tandis que le PCF paraissait résigné à se placer sous l'aile protectrice des socialistes. Il n'en sera rien : dans onze régions, dont l'Ile-de-France, les militants écologistes se sont rangés sous la bannière du PS. A l'inverse, dans trois régions - Ile-de-France, Nord-Pas-de-Calais et Picardie - qui représentent près de la moitié de ses adhérents, le PCF fera cavalier seul. Pour le PCF, après son score historique à la présidentielle de 2002, il s'agit d'une nouvelle " opération survie ". Ces partenariats multiples, voire concurrents, condamnent la gauche à des bricolages tactiques et à de grands écarts stratégiques qui sont tout, sauf des gages de succès.

La paille des mots, le grain des choses

" l'horizon s'éclaircit, notre pays est désormais sur le bon chemin ", telle est la conclusion des voeux présidentiels pour 2004. Quelle dose de cynisme faut-il avoir pour annoncer *" une grande loi de mobilisation pour l'emploi "* quant on apprend d'une étude du ministère du Travail que, pour le seul troisième trimestre 2003, 33 000 emplois ont été supprimés dans l'industrie et que Jean-Pierre Aubert, chef de la mission interministérielle sur les mutations économiques, déclare dans un entretien au *Monde* : *" Les restructurations n'ont pas de raison de s'arrêter. Elles pourraient même s'accélérer dans certains secteurs. "*
Pour qui l'horizon s'est-il éclairci ? Certainement pas pour les 180 000 à 250 000 chômeurs qui vont basculer dans la précarité dès le 1er janvier avec la réforme de l'Unedic signée par la CFDT, la CFTC et la CGC ! S'éclaircira-t-il pour les 140 000 chômeurs supplémentaires de l'année 2003 ? Pour les 4 millions d'hommes et de femmes victimes du chômage et de la précarité ? Pour les intermittents du spectacle ? Pour les fonctionnaires qui vont devoir travailler 40 ans pour une retraite moindre ?
l'horizon s'éclaircit-il quand Jacques Chirac annonce la " réforme " de l'assurance-maladie ? Afin que l'horizon s'éclaircisse pour les salariés de ce pays, il est nécessaire de préparer les conditions du " tous ensemble ", porter un coup d'arrêt aux contre-réformes préparées par ce gouvernement.

Modifié le dimanche 19 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Chroniques d'une chute de Régime

« Bonjour Jean-Luc, c’est Arnaud Montebourg »

C’est une campagne présidentielle encore plus nauséabonde que la précédente. Un campagne « à droite toute » dont la mesure est donnée par un nouveau venu, Éric Zemmour, ancien journaliste...

De l’état d’urgence sanitaire à l’État policier

État d’urgence, confinements, couvre-feu, attestations de sorties, interdictions de rassemblements, la restriction des droits et libertés publiques est l’unique ordonnance que Macron et son...

2020 : Unité nationale, patriotisme et lutte contre le séparatisme islamiste

Il n'y a rien à attendre des partis politiques et des syndicats français. Depuis le 27 février dernier où, réunis à Matignon, ils ont répondu à l'appel d'union nationale du premier ministre...

Bloc notes, La Commune n° 123

Macron, président des 5 % des ménages les plus riches Un Français sur 10 perçoit des minima sociaux : revenu de solidarité active (RSA), prime d’activité, allocation spécifique de... »

Quand ceux d'en bas ne veulent plus et que ceux d'en haut ne peuvent plus

Pour Macron, ce qui se joue aujourd’hui va au-delà de l’avenir, ou pas, de son projet de régime universel de retraite par points. C’est de son autorité politique et de sa capacité à... »

Ce qui se dessine

Où l’on voit les médias bien mangeants se ruer vers « la ruée sur le Nutella », pendant que Macron se baffre avec les 140 plus grands capitalistes planétaires. Où l’on voit la cote de... »